



**HAL**  
open science

**Revue des revues italiennes: Stato e mercato n° 2, août 1997, n° 3, décembre 1997, n° 1, 1998; Rivista Italiana di Scienza Politica n° 3, décembre 1997, n° 1, avril 1998; Polis n° 3, décembre 1997, n° 1, avril 1998.**

Emmanuel Négrier

► **To cite this version:**

Emmanuel Négrier. Revue des revues italiennes: Stato e mercato n° 2, août 1997, n° 3, décembre 1997, n° 1, 1998; Rivista Italiana di Scienza Politica n° 3, décembre 1997, n° 1, avril 1998; Polis n° 3, décembre 1997, n° 1, avril 1998.. Pôle Sud - Revue de science politique de l'Europe méridionale, 1998, pp.154-155. hal-02527863

**HAL Id: hal-02527863**

**<https://hal.science/hal-02527863>**

Submitted on 24 Apr 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

---

Revue des revues italiennes : *Stato e mercato* n° 2, août 1997, n° 3, décembre 1997, n° 1, 1998; *Rivista Italiana di Scienza Politica* n° 3, décembre 1997, n° 1, avril 1998; *Polis* n° 3, décembre 1997, n° 1, avril 1998.

Mr Emmanuel Négrier

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Négrier Emmanuel. Revue des revues italiennes : *Stato e mercato* n° 2, août 1997, n° 3, décembre 1997, n° 1, 1998; *Rivista Italiana di Scienza Politica* n° 3, décembre 1997, n° 1, avril 1998; *Polis* n° 3, décembre 1997, n° 1, avril 1998.. In: Pôle Sud, n°9, 1998. La "grande transformation" du Midi Rouge. pp. 154-155;

[https://www.persee.fr/doc/pole\\_1262-1676\\_1998\\_num\\_9\\_1\\_1023](https://www.persee.fr/doc/pole_1262-1676_1998_num_9_1_1023)

---

Fichier pdf généré le 23/04/2018

**Stato e Mercato**, n° 2 août 1997,  
n° 3 décembre 1997, n° 1 1998.

**Rivista Italiana di Scienza Politica**,  
n° 3 décembre 1997, n° 1, avril 1998

**Polis**, n° 3 décembre 1997, n° 1, avril 1998

L'enrôlement des intérêts privés dans les logiques politiques peut prendre plusieurs formes, que les revues italiennes illustrent à leur manière. Philippe Schmitter et Jurgen Grote (*S & M*, n° 2, 1997) prennent la question au niveau global, en s'interrogeant sur *le sisifo corporatista* : l'émergence actuelle de formes néo-corporatistes dans de nouveaux contextes (les pays d'Europe centrale et orientale par exemple) ou dans des domaines récents (l'environnement) va de pair avec la redécouverte des "vertus" des arrangements corporatistes en Europe de l'Ouest. Constatant que le "néo-corporatisme" a précisément été scientifiquement mis en évidence au moment même où il connaissait des signes de déclin, Schmitter et Grote affirment que c'est au moment où celui-ci est décrié dans la recherche qu'il réapparaît sur l'agenda politique. Les ingrédients d'une théorie des cycles corporatistes sont là, avec ses questions classiques : à quelle dynamique sociétale correspondent-elles ? Aux effets de l'intégration européenne, qui pousseraient à des formes de représentation d'intérêts en phase avec les perspectives d'Union Monétaire ? À une dynamique hirschmannienne de loyauté-défection dans les organisations patronales et salariales ? Aux contraintes pures de l'économie et du cycle des affaires ? Aucune ne semble en mesure, pour l'instant du moins, d'expliquer pourquoi la *second best solution* du capitalisme moderne resurgit, à peu près tous les 20-25 ans.

Paolo Perulli et Maurizio Catino, dans la même livraison de *Stato e Mercato*, s'intéressent aux changements qui affectent la représentation des intérêts à l'échelle régionale. Qu'il s'agisse des transformations des structures existantes (la réforme des Chambres de Commerce) ou de l'émergence de formes inédites d'association d'intérêt (les instances bilatérales patronat-syndicat), on est bien en présence d'une dynamique régionale d'intermédiation, qui va de pair avec des formes de coopération et de compétition entre structures de représentation (Chambres, associations), dont le succès serait notamment lié, selon les auteurs, à la logique des trous structuraux (structural holes) de Burt : les associations d'intérêt détiendraient la capacité de gouverner les relations entre entreprises et institutions qui ne disposent pas entre elles de relations directes.

Massimo Ferrante, dans la *Rivista Italiana di Scienza*

*Politica* (avril 1998), met en évidence les rapports entre la représentation des intérêts sociaux italiens et le contexte de transition politique actuel. Que cette représentation ait été marquée, sur le long terme, par une fragmentation politique conduisant à un système consociatif relève désormais de considérations classiques quant à l'économie politique italienne. Que la transition conduise aujourd'hui à une territorialisation de l'innovation inter-institutionnelle l'est déjà moins. Ferrante constate en effet que, eu égard à la légitimation dont ils continuent de bénéficier à l'échelle nationale, les grands appareils sociaux de la représentation économique (Confindustria, CGIL, CISL, UIL) demeurent marqués par la configuration ancienne de la fragmentation politique. En revanche, l'échelle territoriale, paradoxalement moins directement atteinte par les effets de la transition politique, constitue le creuset de nouvelles formes de relations entre capital et travail. Rejoignant en certains points Perulli et Catino, Ferrante désigne cependant très directement le niveau provincial comme étant à la pointe de telles restructurations.

L'orientation vers le succès (la croissance économique) des nouvelles formes de coopération régionale a conduit ces dernières années à mettre l'accent sur les structures sociales régionales. Andrés Rodriguez-Pose (*S & M*, n° 2, 1997) critique l'un des enseignements souvent tirés de cette importance des structures sociales régionales dans le cadre de la restructuration industrielle : celui qui en déduit la performance supérieure d'un seul type de structure. Au contraire, à l'appui d'une étude quantitative inter-régionale, Rodriguez-Pose montre que plusieurs structures sociales, très différentes, correspondent à un même niveau de développement régional, et qu'un même niveau de croissance peut être atteint au travers de conditions sociales très contrastées.

*Stato e Mercato* fait une place de choix à l'analyse des réseaux. Fortunata Piselli (*S & M*, n° 2, 1997) nous livre une étude de la littérature sur le réseau social dans l'analyse du pouvoir et des processus politiques, à partir d'une opposition entre deux perspectives sur les relations de pouvoir : influence et domination. Jurgen Grote publie (*S & M*, n° 3, 1997) les résultats de ses recherches sur les réseaux inter-organisationnels et la politique régionale en Sicile, dont l'objectif est de

dépasser l'usage métaphorique de la notion de réseau pour en faire, dans l'analyse politique, un instrument de recherche comparable à son utilisation en sociologie.

On trouvera en outre dans *Stato e Mercato* une discussion générale de Mauro Magatti sur les débats de sociologie économique. Après la domination des perspectives fonctionnalistes, l'auteur identifie deux approches différentes : la dimension structurale des relations sociales – leur dimension cognitive.

Autre image classique de l'Italie, sa religiosité, revisitée par l'importation du concept d'économie religieuse, cher à Rodney Stark, auquel *Polis* (n° 1, 1998) consacre un numéro spécial. Celui-ci repose sur une conception subjective du fait religieux, et s'attache à mesurer les relations entre offre et demande de religion. Le cas italien offre une illustration particulière de cette méthode, qu'applique Maurizio Pisati. En substance, le déclin de l'Église catholique italienne se révèle plus fort dans les régions à plus forte proportion de catholiques déclarés. Ensuite, les nouveaux mouvements religieux, ceux qui se précipitent dans la brèche ouverte par la perte d'influence catholique, ne sont pas de même nature au Nord et au Sud. Dans le premier cas, ce sont des églises qui continuent de dominer. Dans le second, le phénomène des sectes prend une importance croissante. La "stratégie" de l'Église catholique pour affronter le "challenge pastoral" : le retour du magique et la stigmatisation des firmes rivales (sic).

Pour finir, *Polis* nous livre, dans un autre numéro spécial consacré à l'éducation (*Polis*, n° 3, 1997), une redoutable application de la théorie des choix rationnels. Comment expliquer en Italie que le nombre de diplômés du supérieur soit si faible alors que l'obtention d'un tel diplôme offre une situation sociale et professionnelle particulièrement enviable? Selon Antonio Schizzerotto, la structure du système éducatif (sa grande sélectivité, la durée des études) et la faiblesse de la demande en force de travail très qualifiée rendent aventureuse une straté-

gie d'études longues. Pour suivre l'auteur, il faut bien sûr laisser de côté les dimensions non-stratégiques de la poursuite d'études universitaires, les contrastes entre origines sociales quant à l'interprétation de ces contraintes stratégiques, ou encore les formes sociétales spécifiquement italiennes d'intégration au monde du travail. Cette réduction opérée, on comprendra que les différences de salaires entre hautement diplômés et faiblement diplômés n'étant pas si fortes, les représentants de la classe moyenne préfèrent ne pas faire supporter à leur famille le coût d'études prolongées et s'engagent très tôt dans une vie active pour des salaires généralement peu élevés.

Dans la même livraison, Luciano Abburrà tente une explication des choix individuels de poursuite ou non d'études supérieures. Son étude, basée sur une recherche quantitative auprès d'adolescents piémontais, met en balance une explication par les contraintes économiques et la dépendance de ces choix à l'égard des ressources culturelles et éducatives des parents. Si ces dernières s'avèrent de plus en plus déterminantes, les caractéristiques du marché local du travail constituent une contrainte telle que les politiques éducatives se doivent de ne pas pousser trop loin l'objectif de scolarisation élevée et de qualification des ressources humaines. Leur limite : les marges offertes par la demande du marché du travail...

Quant au degré de satisfaction des élèves à l'égard du système éducatif, il fait l'objet d'une analyse statistique sur la base des données de l'ISTAT, opérée par Giancarlo Gasperoni. Les récriminations se portent volontiers sur les aspects structurels, mais épargnent notablement les enseignants. La satisfaction est largement inférieure pour ce qui concerne l'enseignement supérieur, avec des contrastes forts entre Nord et Sud, pour l'ensemble des données. De quoi rendre perplexe les réformateurs potentiels de la politique italienne de l'éducation, leçon que tire l'ensemble des auteurs de ce numéro spécial.

